

A large, complex geometric graphic on the left side of the page, composed of various shades of green and dark blue triangles and polygons.

COMMUNICATION FINANCIERE

COMPTES CONSOLIDÉS
31 DECEMBRE 2022

COMPTES SOCIAUX
31 DECEMBRE 2022

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES****RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2022 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin décembre 2022, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2022		31/12/2021		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui

implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration des scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revêt à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
		70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

ACTIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	649 249	430 424
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	7 590 093	9 170 957
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 355 690	7 641 775
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		234 403	1 529 182
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 687 114	2 582 517
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 649 840	2 533 244
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		37 274	49 274
Titres au coût amorti	5.1.4	-	4 308
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	795 435	408 498
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	1 784 316	1 130 248
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		26 309	3 200
Actifs d'impôt différé		18 953	14 302
Complexes de régularisation et autres actifs	5.1.7	809 519	1 317 844
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations incorporelles	5.1.8	76 445	88 037
Immobilisations incorporelles	5.1.9	82 585	72 032
Ecarts d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		14 408 474	15 520 403

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	31/12/2022		31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	437	-	370	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	648 812	-	430 054	-
Total	649 249	-	430 424	-

5.1.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2022				31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 355 690	-	7 355 690	-	7 641 775	-	7 641 775	-
Bons du Trésor	-	6 698 598	-	6 698 598	-	6 590 776	-	6 590 776
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	359 912	-	359 912	-	886 937	-	886 937
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	297 180	-	297 180	-	164 061	-	164 061
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	101 568	131 422	1 413	234 403	1 395 886	131 884	1 413	1 529 182
Total	101 568	7 487 112	1 413	7 590 093	1 395 886	7 773 658	1 413	9 170 957

5.1.3. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	31/12/2022				31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables	-	2 649 840	-	2 649 840	-	2 533 244	-	2 533 244
Bons du Trésor	-	973 396	-	973 396	-	886 994	-	886 994
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 676 445	-	1 676 445	-	1 646 250	-	1 646 250
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables	-	-	37 274	37 274	-	-	49 274	49 274
Total	-	2 649 840	37 274	2 687 114	-	2 533 244	49 274	2 582 517

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	2 649 548	-	-	2 649 548	2 551 016	-	-	2 551 016
Dépréciations	19 708	-	-	19 708	17 772	-	-	17 772
Net	2 649 840	-	-	2 649 840	2 533 244	-	-	2 533 244

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4. Titres au coût amorti

	31/12/2022	31/12/2021
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	38 657	50 000
Total	38 657	50 000
Dépréciations	38 657	45 692
Net	-	4 308

Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	-	-	38 657	38 657	-	-	50 000	50 000
Dépréciations	-	-	38 657	38 657	-	-	45 692	45 692
Net	-	-	-	-	-	-	4 308	4 308

5.1.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	31/12/2022	31/12/2021
A vue	168 291	236 720
Comptes ordinaires	168 291	236 720
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
A terme	625 262	374 316
Prêts et comptes à terme	618 333	366 667
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	6 929	7 649
Encours bruts	793 553	611 036
Dépréciations	7 918	2 538
Encours nets	785 635	608 498

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	793 553	-	-	793 553	611 036	-	-	611 036
Dépréciations	7 918	-	-	7 918	2 538	-	-	2 538
Net	785 635	-	-	785 635	608 498	-	-	608 498

5.1.6. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

	31/12/2022				31/12/2021			
	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total	Total		
Crédits de trésorerie	148 774	35 437	389 007	1 259	594 477	337 312		
- Comptes à vue débiteurs	98 774	35 437	199 945	1 259	335 615	215 977		
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-		
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-		
- Autres crédits de trésorerie	70 000	-	189 062	-	259 062	121 334		
Crédits à la consommation	-	-	-	2 089	2 089	2 182		
Crédits à l'équipement	632 000	-	541 458	-	1 173 458	790 186		
Crédits immobiliers	-	-	-	701	701	896		
Intérêts courus à recevoir	9 766	-	11 418	-	21 185	6 513		
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-		
Créances acquises par affectation	-	-	-	-	-	-		
Autres créances	-	-	764	6 882	7 646	8 601		
Encours bruts	810 540	35 437	942 448	10 931	1 799 756	1 145 826		
Dépréciations	-	441	8 259	6 719	15 439	15 578		
Encours nets	810 540	35 175	934 389	4 212	1 784 316	1 130 248		

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	1 793 037	-	6 719	1 799 756	1 138 148	-	7 678	1 145 826
Dépréciations	8 720	-	6 719	15 439	7 900	-	7 678	15 578
Net	1 784 316	-	-	1 784 316	1 130 248	-	-	1 130 248

5.1.7. Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2022	31/12/2021
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 278	2 224
Créances fiscales	229 673	211 714
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	53 493	53 612
Débiteurs divers	524 076	1 043 152
Comptes de liaison	-	5 142
Total	809 519	1 317 844

5.1.8. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2021	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 31/12/2022
Terrains et constructions	39 054	925	-	39 979
Matériel, outillage et transport	5 432	43	598	4 877
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	64 184	2 014	5 876	60 323
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	306	-	67	239
Droits d'utilisation	85 251	-	-	85 251
Total	194 226	2 983	6 541	190 668

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2021	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 31/12/2022
Terrains et constructions	26 040	1 890	-	27 930
Matériel, outillage et transport	3 408	640	336	3 712
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	51 547	5 003	5 876	50 674
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	25 194	6 693	-	31 886
Total	106 189	14 225	6 212	114 203

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2021	Valeurs nettes au 31/12/2022
Terrains et constructions	13 014	12 049
Matériel, outillage et transport	2 023	1 164
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	12 437	9 649
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	306	239
Droits d'utilisation	60 057	53 264
Total valeurs nettes	88 037	76 445

Droits d'utilisation	31/12/2021	31/12/2022
Immobilier	85 251	85 251
Valeurs brutes	85 251	85 251
Amortissements et dépréciations	25 194	31 886
Valeurs nettes	60 057	53 364
Mobilier	-	-
Valeurs brutes	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-
Valeur nettes	-	-
Total valeurs nettes	60 057	53 364

5.1.9. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2021	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotations de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2022
Valeurs brutes	175 783	31 703	-	-	207 486
Amortissements	103 752	-	-	21 150	124 902
Valeurs nettes	72 032	31 703	-	21 150	82 584

5.1.10. Ecarts d'acquisition

	31/12/2021	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2022
Valeur brute	98 235	-	-	-	-	98 235
CDG Capital Gestion	93 424	-	-	-	-	93 424
CDG Capital Bourse	4 802	-	-	-	-	4 802
CDG Capital Real Estate	9	-	-	-	-	9
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Gestion	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Bourse	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Real Estate	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes	98 235	-	-	-	-	98 235

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	120 932	72 759
- Passifs financiers détenus à des fins de transaction		120 932	72 759
- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	5 403 444	5 650 377
Dettes envers la clientèle	5.2.3	3 403 961	2 651 141
Titres de créance émis	5.2.4	2 739 645	2 483 928
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		27 455	34 675
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 152 455	2 917 494
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 817	3 755
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	612 804	512 775
Capitaux propres		1 143 960	1 193 698
Capitaux propres part du groupe		1 143 960	1 193 698
Capital et réserves liées		930 000	930 000
Réserves consolidées		175 316	176 749
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(22 843)	(1 789)
Résultat net de l'exercice		61 487	88 739
Intérêts minoritaires		-	-
TOTAL PASSIF		14 608 474	15 520 603

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2022			31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Portefeuille de transaction	-	120 932	-	120 932	-	72 759	-
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	120 932	-	120 932	-	72 759	-

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Total			
Comptes ordinaires créditeurs	32 501	57 407	-	-	89 909	284 488	
Valeurs données en pension	2 101 322	-	-	-	2 101 322	4 245 540	
- au jour le jour	-	-	-	-	-	1 607 485	
- à terme	2 101 322	-	-	-	2 101 322	2 638 055	
Emprunts de trésorerie	124 000	70 000	2 960 000	-	3 154 000	1 054 608	
- au jour le jour	-	70 000	2 960 000	-	3 030 000	600 000	
- à terme	124 000	-	-	-	124 000	454 608	
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-	
Intérêts courus à payer	653	10	433	-	1 096	549	
Autres dettes	-	-	-	-	-	2 353	
Dettes locatives	-	57 118	-	-	57 118	62 638	
Total	2 228 975	159 629	3 017 840	-	5 403 444	5 650 377	
Variation des dettes locatives							
Dettes locatives	85 251	-	-	-	85 251	-	
Amortissements	22 612	-	5 521	-	28 133	-	
Valeurs nettes	62 638	-	(5 521)	-	-	57 118	

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
Comptes à vue créditeurs	1 109	627 126	543 568	198 907	1 370 710	1 037 976
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	707 731	-	2 000	709 731	757 573
Valeurs données en pension	-	1 170 558	-	-	1 170 558	548 349
Autres comptes créditeurs	81 001	56 424	7 621	260	145 306	297 326
Intérêts courus à payer	-	7 626	-	30	7 656	9 917
Total	82 110	2 569 465	551 189	201 197	3 403 961	2 651 141

5.2.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	2 483 928	1 569 869	1 314 151	2 739 645
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés	512 775	100 029	-	612 804
- à durée déterminée	512 775	-	-	512 775
- à durée indéterminée	-	100 029	-	100 029
Total	2 996 703	1 669 898	1 314 151	3 352 545

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2022	31/12/2021
Opération diverses sur titres	716 298	2 027 635
Sommes dues à l'Etat	37 193	99 541
Clients avances et acomptes	3 522	3 522
Charges à payer	30 908	29 843
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	364 535	756 953
Total	1 152 455	2 917 494

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	3 755	112	50	3 817
Total	3 755	112	50	3 817
Ventilation des provisions				
Court terme				3 755
Long terme				3 817
Total				3 755

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2022	31/12/2021
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	146 356	125 684
- Intérêts et charges assimilés	6.1	(218 220)	(140 433)
MARGE D'INTERET		(71 863)	(14 749)
+ Commissions (produits)	6.2	162 598	157 511
- Commissions (charges)	6.2	(7 740)	(7 771)
MARGE SUR COMMISSIONS		154 858	149 740
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	177 781	103 695
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	(20 945)	16 015
+ Produits des autres activités	6.5	122 299	140 586
- Charges des autres activités	6.5	(16 239)	(20 418)
PRODUIT NET BANCAIRE		345 891	374 869
- Charges générales d'exploitation	6.6	(213 819)	(194 516)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(35 375)	(33 833)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		96 697	146 520
Coût du risque	6.8	(1 191)	(854)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		95 506	145 666
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		(7)	309
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		95 499	145 975
- Impôt sur les résultats	6.9	(34 012)	(57 237)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RÉSULTAT NET		61 487	88 739
Intérêts minoritaires		-	-
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		61 487	88 739
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	6,61	9,54
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	6,61	9,54
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		61 487	88 739
Ecarts de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		(21 054)	5 367
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		-	-
Réévaluation des immobilisations		-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts		-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		(21 054)	5 367
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		40 433	94 106
Dont Part du Groupe		40 433	94 106
Dont Part des minoritaires		-	-

6.1. Marge d'intérêt

	31/12/2022	31/12/2021
Sur opérations avec les établissements de crédits	12 609	15 336
Sur opérations avec la clientèle	57 364	40 567
Intérêts courus et échus sur titres	75 474	68 685
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	710	1 095
Produits d'intérêt	146 356	125 684
Sur opérations avec les établissements de crédits	59 342	28 720
Sur opérations avec la clientèle	58 423	41 815
Sur dettes représentées par titres	81 230	54 704
Sur dettes subordonnées	16 561	12 775
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilés	2 464	2 418
Charges d'intérêt	218 220	140 433

6.2. Commissions

	31/12/2022			31/12/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	121 938	6 128	115 810	147 163	6 349	140 814
Prestations et services pour conseils financiers	38 617	-	38 617	9 632	-	9 632
Autres	2 042	1 612	430	717	1 422	(705)
Produits et charges nets des commissions	162 598	7 740	154 858	157 511	7 771	149 740

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2022	31/12/2021
Dividendes reçus	909	182
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	86 916	100 300
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	32 111	3 876
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	57 844	(662)
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	177 781	103 695

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2022	31/12/2021
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(20 945)	16 015
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(20 945)	16 015

6.5. Résultat des autres activités

	31/12/2022	31/12/2021
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	106 061	120 167
Produits et charges nets des autres activités	106 061	120 167

6.6. Charges générales d'exploitation

	31/12/2022	31/12/2021
Charges de personnel	134 611	130 544
Impôts et taxes	3 468	3 263
Services extérieurs et autres charges	75 740	60 709
Charges générales d'exploitation	213 819	194 516

COMPTES CONSOLIDÉS - Au 31 DECEMBRE 2022

Publiés en milliers de dirhams

	31/12/2022	31/12/2021
Charges de personnel		
Salaires et appointements	59 907	56 804
Primes et indemnités	53 725	54 543
Charges d'assurances sociales, et de retraite	12 930	12 591
Autres charges de personnel	8 049	6 584
Total	134 611	130 544

6.7. Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/2022	31/12/2021
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	14 225	14 800
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	21 150	19 033
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-	-
Amortissements et dépréciations des immobilisations	35 375	33 833

6.8. Coût du risque

	31/12/2022	31/12/2021
Dotations aux provisions	8 149	5 162
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	6 201	915
Provisions pour dépréciation des titres	1 936	2 203
Provisions pour risques	12	2 044
Reprises sur provisions	7 995	4 308
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	959	-
Provisions pour dépréciation des titres	7 035	4 308
Provisions pour risques	-	-
Variation des provisions	154	854
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	1 037	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	1 191	854

6.9. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2022	31/12/2021
Charge d'impôts courants	26 090	57 585
Charge d'impôts différés	7 922	(348)
Charge d'impôts de la période	34 012	57 237

6.10. Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat Net Part du Groupe	61 487	88 739
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
Résultat par action en dirhams	6,61	9,54

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2021	930 000	-	-	265 488	11 441	(13 230)	1 193 698	-	1 193 698
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 611)	-	-	(4 611)	-	(4 611)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2022	930 000	-	-	260 876	11 441	(13 230)	1 189 087	-	1 189 087
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(85 560)	-	-	(85 560)	-	(85 560)
Résultat de l'exercice au 31 décembre	-	-	-	61 487	-	-	61 487	-	61 487
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2022	930 000	-	-	236 803	(2 143)	(20 700)	1 143 960	-	1 143 960

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	31/12/2022	31/12/2021
FLUX DE TRÉSORERIE		
1 Résultat avant impôts (A)	95 499	145 975
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	35 375	33 833
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(5 100)	595
5 +/- Dotations nettes aux provisions	6 291	(5 300)
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9 +/- Autres mouvements	1 182	(4 757)
10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	37 949	24 371
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(423 930)	1 027 750
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	98 891	708 201
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 780 158	(1 785 839)
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(1 203 426)	(200 445)
15 +/- Impôts versés	(24 090)	(57 184)
16 +/- Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	225 603	(307 517)
17 FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	358 850	(137 170)
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(28 144)	(42 289)
21 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(28 144)	(42 289)
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(85 560)	(87 420)
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	100 029	512 775
24 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	14 469	425 355
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	345 175	245 895
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	31/12/2022	31/12/2021
27 TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	382 456	136 561
28 Caisse, banque centrales, CCP(Actif & passif)	430 424	73 027
29 Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(47 968)	63 535
30 TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLOTURE	727 632	382 456
31 Caisse, banque centrales, CCP(Actif & passif)	649 249	430 424
32 Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	78 382	(47 968)
33 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	345 175	245 895

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	31/12/2022	31/12/2021
Engagements de financements et de garantie donnés	2 412 695	1 992 793
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	282 333	284 819
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	16 089	258 208
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	266 244	26 611
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avais et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 130 363	1 707 974
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	2 130 363	1 707 974
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	1 141 438	909 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
- Garanties de crédits	409 438	409 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	-
- Garanties de crédits	232 000	-
- Autres garanties reçues	-	-

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net de l'ensemble consolidé	61 487	88 739
Impôts exigibles (IS)	26 090	57 585
Impôts différés	7 922	(348)
Total charge fiscale consolidée IFRS	34 012	57 237
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	95 499	145 975
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	34%	39%
Montant de différences de taux mère/filiale	2 282	2 392
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	36 294	59 629
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2021	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2022
Impôts différés actifs	14 302	7 922	(3 270)	18 953
Impôts différés passifs	-	-	-	-
Impôts différés actifs / passifs	14 302	7 922	(3 270)	18 953

10.3. Datation et événements postérieurs

I. DATATION

- Date de clôture de l'exercice : 31/12/2022
- Date d'établissement des états de synthèse : 22 mars 2023

II. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU

NEANT

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.

• Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la

gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (en cours de refonte).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel (en cours de refonte).

L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un événement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la DGGR a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

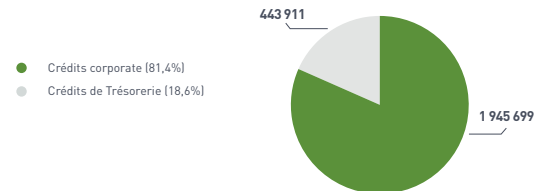
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2022 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2022

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filiales de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHE

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque. Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de Value at Risk (VaR) et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les **ratios tier 1 et de solvabilité** demeurent supérieurs aux minimums exigés.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2022, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 15,62% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le deuxième semestre 2022, avec une moyenne de **152%** sur l'année et un niveau minimum de **132%** en septembre 2022.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assessment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la

banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA (Opérationnel Risk Self Assessment) de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Durant l'année 2022, la DGGR a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :

- Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
- Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
- La gestion des incidents opérationnels ;
- Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
- Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maîtrise des risques ;
- L'édition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...);
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquiescer une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ses filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'événements sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilité des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaires pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Durant cet exercice CDG Capital a validé son Plan de Reprise d'Activité, comme il a été prévu dans la feuille de route du plan de continuité d'activité.

Un bilan d'impact a été validé par les instances de gouvernance et la feuille de route du projet et en cours de déploiement.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc.) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 65% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 68 % sur base consolidée.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

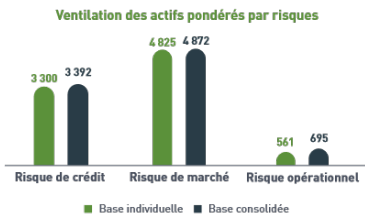
A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à 1 544 Mdhs, contre 1 563 Mdhs sur base consolidée.

2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

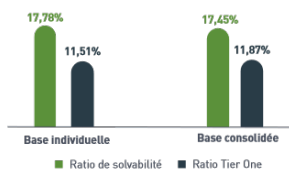
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 24/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 24/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 24/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2022 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ

A fin décembre 2022, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent en sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

Deloitte.
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 6ème étage
La Marina - Casablanca

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
Casablanca

GRUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL et ses filiales (Groupe CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 143 960 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 61 487 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG CAPITAL au 31 décembre 2022, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 30 mars 2023

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit



Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Coopers Audit Maroc S.A



Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

BILAN

A C T I F	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	649 247	430 418
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	721 858	527 583
A vue	95 596	153 268
A terme	426 262	374 314
Créances sur la clientèle	1 792 809	1 137 845
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	599 143	339 870
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 192 264	796 459
Crédits et financements participatifs immobiliers	701	896
Autres crédits et financements participatifs	700	640
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	9 861 250	11 477 989
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 681 292	7 485 842
Autres titres de créance	2 147 927	2 439 426
Titres de propriété	21 477	1 331 535
Certificats de Sukuk	10 553	21 166
Autres actifs	770 614	1 167 870
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	248 313	260 633
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	50 282	62 603
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	80 685	70 733
Immobilisations corporelles	11 462	14 550
TOTAL ACTIF	14 136 238	15 087 641

BILAN

P A S S I F	31/12/2022	31/12/2021
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 346 421	5 989 727
A vue	3 120 446	2 896 613
A terme	2 225 974	3 093 114
Dépôts de la clientèle	3 420 157	2 668 951
Comptes à vue créditeurs	2 024 819	1 206 950
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	1 250 031	1 144 475
Autres comptes créditeurs	145 307	297 526
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	2 739 645	2 483 928
Titres de créance négociables émis	2 739 645	2 483 928
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	828 909	2 213 039
Provisions pour risques et charges	57 649	34 277
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	612 804	512 775
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	169 318	164 822
Capital	930 000	930 000
Actionnaires Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	66	187
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	31 268	89 936
TOTAL PASSIF	14 136 238	15 087 641

HORS BILAN

	31/12/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES	5 007 868	4 920 535
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	283 313	286 780
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 132 382	1 709 013
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 592 173	2 924 742
ENGAGEMENTS RECUS	2 141 438	1 498 005
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 000 000	588 547
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

EN milliers de DHS)	31/12/2022	31/12/2021
+ Intérêts et produits assimilés	136 438	117 972
- Intérêts et charges assimilés	207 286	131 929
MARGE D'INTERET	(70 648)	(13 957)
+ Commissions perçues	162 598	157 511
- Commissions servies	8 128	7 364
MARGE SUR COMMISSIONS	154 470	150 147
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	36 284	63 183
+ Résultat des opérations sur titres de placement	(41 473)	32 736
+ Résultat des opérations de change	80 141	17 356
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	57 412	1 120
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARGE	132 364	114 595
+ Divers autres produits bancaires	51 349	40 182
- Diverses autres charges bancaires	7 900	2 063
PRODUITS FINANCIERS	264 855	288 904
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	112 321	
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	1 234	6 930
- Autres charges d'exploitation non bancaire	2 950	2 475
- Charges générales d'exploitation	197 789	186 863
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	52 808	106 496
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(6 958)	(3 574)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	23 373	(11 763)
RESULTAT COURANT	36 393	121 833
RESULTAT NON COURANT	(443)	(3 800)
- Impôts sur les résultats	4 683	28 097
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	31 268	89 936

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/2022	31/12/2021
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	31 268	89 936
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	26 151	25 000
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	12 321	
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	32 200	
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	(8 927)	11 876
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(18)	259
27 (-) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (-) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	92 995	102 801
31 (-) Bénéfices distribués	85 560	87 420
(+) AUTOFINANCEMENT	7 435	15 381

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	928 340	640 177
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	12 609	15 336
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	57 264	40 567
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 666	62 669
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	50 669	40 182
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	162 598	157 511
Autres produits bancaires	578 436	324 512
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	663 705	351 274
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	59 881	29 251
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	58 623	41 815
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	88 783	60 863
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	456 419	219 344
PRODUIT NET BANCAIRE	264 635	288 904
Produits d'exploitation non bancaire	1 234	6 930
Charges d'exploitation non bancaire	2 950	2 475
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	197 789	186 863
Charges de personnel	104 357	102 090
Impôts et taxes	2 513	2 406
Charges externes	50 784	46 351
Autres charges générales d'exploitation	13 983	11 015
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	26 151	25 000
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	45 658	1 072
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		959
Pertes sur créances irrécouvrables	1 037	
Autres dotations aux provisions	44 621	113
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	16 922	16 409
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	7 995	4 533
Recuperations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	8 927	11 876
RESULTAT COURANT	36 393	121 833
Produits non courants		
Charges non courantes	443	3 800
RESULTAT AVANT IMPOTS	35 950	118 033
Impôts sur les résultats	4 683	28 097
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	31 268	89 936

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2022	31/12/2021
I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	50 993	71 933
Variation des :		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(194 275)	130 950
9 (+) Créances sur la clientèle	(653 985)	(391 923)
10 (+) Titres de transaction et de placement	1 423 774	(2 284 460)
11 (+) Autres actifs	397 030	(327 334)
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(643 307)	1 329 579
14 (+) Dépôts de la clientèle	751 204	1 102 447
15 (+) Titres de créance émis	255 717	557 732
16 (+) Autres passifs	(1 384 130)	(237 360)
II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	152 031	(120 551)
III FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (II + III)	203 023	(48 618)
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	18	259
19 (+) Acquisition d'immobilisations financières		
20 (+) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(32 789)	(33 083)
21 (+) Intérêts perçus	50 669	40 182
22 (+) Dividendes perçus	50 669	40 182
IV FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	17 898	(6 560)
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées	100 029	512 775
25 (+) Emission d'actions		
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27 (-) Intérêts versés	(16 561)	(12 775)
28 (-) Dividendes versés	(85 560)	(87 420)
V FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	(2 892)	412 800
VI VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	218 929	357 402
VII TRESORERIE A L'OUVREURE DE L'EXERCICE	430 418	70 016
VIII TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	649 247	430 418

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
<p>Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.</p> <p>Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.</p> <p>À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.</p>	<p>Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment.</p> <p>Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.</p> <p>À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.</p>	<p>Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.</p> <p>A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.</p>

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
<p>Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.</p> <p>Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.</p> <p>Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.</p>	<p>Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.</p>

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	TITRES DE CRÉANCES EMIS
<p>Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.</p> <p>Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les émissions de certificats de dépôt (CD) vanilles sont comptabilisées à leur valeur nominale au taux d'intérêt contractuel. Les émissions de dettes structurées comportant un swap de performance sont évaluées et comptabilisées comme suit : <ul style="list-style-type: none"> La dette représentative du passif (contrat hôte) est comptabilisée à sa valeur nominale ; Le dérivé incorporé (swap de performance) fait l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») en valeur de marché, et les variations de valeur à chaque arrêté comptable sont constatées en résultat (gain ou perte) en contrepartie d'un compte de régularisation.

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	<p>La reconnaissance en comptabilité du dérivé incorporé (swap de performance) associé à l'émission de CD structuré est de nature à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Traduire au mieux la réalité économique de l'émission de dette structurée (combinaison d'une émission vanille et d'un swap de performance) Éliminer le mismatch comptable entre d'une part, le passif représenté par les certificats de dépôts qui sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal, et d'autre part, les actifs et contrats de couverture y associés, lesquels sont évalués en valeur de marché (trading). 	<p>Au 31/12/2022, la réévaluation au prix du marché du swap de performance a donné lieu à la comptabilisation à l'actif (rubrique "autres actifs") d'un dérivé de MAD 53 millions de dirhams, et s'est traduite par un impact positif sur le résultat net de MAD 33 millions.</p>
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	31/12/2022	31/12/2021
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	649 247	1 282	10 353	84 351	745 234	583 686
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS		333 333	285 000		618 333	366 667
AUTRES CREANCES		609			609	
INTERETS COURUS A RECEVOIR		6 276	653		6 929	7 649
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	649 247	341 500	11 007	84 351	1 371 105	958 001

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé		Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRESORERIE	168 774	35 637	389 007	594 677	337 312
- Comptes à vue débiteurs	98 774	35 637	199 945	335 615	215 977
- Créances commerciales sur le Maroc					
- Crédits à l'exportation					
- Autres crédits de trésorerie	70 000		189 062	259 062	121 334
CRÉDITS À LA CONSOMMATION					
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT			2 089	2 089	2 322
CRÉDITS IMMOBILIERS	632 000		541 458	1 173 458	790 182
AUTRES CRÉDITS			701	701	896
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			700	700	640
INTERETS COURUS A RECEVOIR	9 766		11 418	21 185	6 513
CREANCES EN SOUFFRANCE					
- Créances pré-douteuses					
- Créances douteuses					
- Créances compromises					
TOTAL	810 540	35 637	942 584	1 792 809	1 137 865

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	12 047		3 305	6 125	21 477	24 377
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIÉTÉ	12 047		3 305	6 125	21 477	24 377
TITRES NON COTÉS	1 123 097	8 481 056	46 977	156 479	9 807 609	11 421 213
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS	8 492	7 671 994	46 977	156 479	7 671 994	7 477 127
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	1 114 405	798 508	33 850	156 479	997 529	1 250 529
CERTIFICATS DE SUKUK		10 553	13 127		1 127 532	1 365 233
TITRES DE PROPRIÉTÉ					10 553	21 166
TOTAL	1 135 145	8 481 056	50 281	162 605	9 829 086	11 445 590

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	7 058 510	7 058 510	7 058 510			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6 698 598	6 698 598	6 698 598			
OBLIGATIONS	349 358	349 358	349 358			
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK	10 553	10 553	10 553			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	2 836 052	2 810 864	2 811 892	1 860	26 820	38 657
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	983 983	973 396	989 800		10 587	
OBLIGATIONS	690 184	688 462	686 759	1 860	3 356	38 657
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 136 807	1 127 532	1 135 333			
TITRES DE PROPRIETE	25 079	21 475			3 601	
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		478 002
DEBITEURS DIVERS	770 614	689 868
Sommes dues par l'Etat	226 296	206 300
Débiteurs divers	279 561	295 364
Produit à recevoir	53 493	55 494
Charges constatées d'avance		119
Autres comptes	211 264	132 592
TOTAL ACTIF	770 614	1 167 870

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	31/12/2022	31/12/2021
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	716 298	2 027 695
CREDITEURS DIVERS	112 611	185 403
Sommes dues à l'Etat	30 363	110 555
Crediteurs Divers	10 043	5 641
Dettes Fournisseurs	29 763	30 617
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	42 443	38 590
TOTAL PASSIF	828 909	2 213 039

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
Autres titres de participation et emplois assimilés					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	12,9%	1 354	1 354
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FOGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	37 274
Titres de l'activité de portefeuille					
Autres emplois assimilés				11 917	11 596
TOTAL PARTICIPATIONS				281 634	268 313
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				281 634	268 313

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	160 919	30 580		191 499	90 186	20 628		110 813	80 685
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	160 055	30 354		190 409	90 186	20 628		110 813	79 595
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	863	226		1 090					1 090
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	71 001	2 435	6 011	67 425	56 451	5 523	6 011	55 963	11 462
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	21 399	925		22 324	17 582	1 354		18 937	3 388
- Terrain d'exploitation									
- Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	21 399	925		22 324	17 582	1 354		18 937	3 388
- Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	49 602	1 510	6 011	45 100	38 869	4 169	6 011	37 026	8 074
- Mobilier de bureau d'exploitation	6 430	326	75	6 681	4 285	478	75	4 687	1 994
- Matériel de bureau d'exploitation	1 170	43	136	1 077	997	62	136	923	154
- Matériel informatique	39 535	1 141	5 801	34 875	32 309	3 183	5 801	29 691	5 184
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 467		2 467		1 277	447		1 724	743
- Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT									
- Terrains hors exploitation									
- Immeubles hors exploitation									
- Mobilier et matériel hors exploitation									
- Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	231 919	33 015	6 011	258 923	146 636	26 151	6 011	166 776	92 147

PLUS OU MOINS VALEUS SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
30/04/2022	Matériel informatique	4 030	4 030			18	18
30/04/2022	Matériel de bureau	80	80				
28/11/2022	Matériel informatique	1 770	1 770				
28/11/2022	Matériel de bureau	56	56				
28/11/2022	Mobilier de bureau	75	75				
TOTAL		6 011	6 011		18	18	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc				
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		32 501	57 407			89 909	284 488
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 101 322					2 101 322	4 245 540
- au jour le jour							1 407 485
- à terme	2 101 322					2 101 322	2 438 055
EMPRUNTS DE TRESORERIE	124 000	70 000	2 960 000			3 154 000	1 054 408
- au jour le jour		70 000	2 960 000			3 030 000	400 000
- à terme	124 000					124 000	454 408
EMPRUNTS FINANCIERS							
AUTRES DETTES		94				94	404 342
INTERETS COURUS A PAYER	653	10	433			1 096	549
TOTAL	2 225 974	102 406	3 017 840			5 346 421	5 989 727

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	1 109	643 322	543 568	198 907	1 386 906	1 055 785
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		707 731		2 000	709 731	757 573
AUTRES COMPTES CREDITEURS	81 001	1 226 982	7 621	260	1 315 864	845 675
INTERETS COURUS A PAYER		7 626		30	7 656	9 917
TOTAL	82 110	2 585 661	551 189	201 197	3 420 157	2 668 951

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	5,97%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	07/02/2022	06/02/2023	100	1,91%	INFINE	450 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	25/02/2022	24/02/2023	100	1,84%	INFINE	260 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/04/2022	24/04/2023	100	1,91%	INFINE	180 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2022	31/05/2023	100	2,01%	INFINE	60 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/07/2022	24/07/2023	100	2,11%	INFINE	175 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	30/08/2022	29/08/2023	100	2,35%	INFINE	305 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/10/2022	27/10/2023	100	2,65%	INFINE	480 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/10/2022	26/10/2029	100	3,35%	INFINE	600 000			
TOTAL						2 710 000			

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
EMPRUNT SUBORDONNE	29/12/2022	Perpetuelle	100	5,32%	INFINE	100 000		
TOTAL						600 000		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2021	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2022
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	82 982	77 481	46 912	374	113 925
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	7 543		959		6 584
Titres de placement	46 269	65 160	45 952		65 477
Titres de participation et emplois assimilés	21 000	12 321			33 321
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	8 170			374	8 544
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	34 277	32 300	8 927		57 469
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	33 007	32 200	8 877		56 330
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	1 269	100	50		1 319
Provisions réglementées					
TOTAL	117 258	109 781	55 839	374	171 574

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	2 415 695	1 995 793
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	283 313	286 780
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	283 313	286 780
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties données		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 132 382	1 709 013
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	2 132 382	1 709 013
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 141 438	909 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	641 438	409 438
Garanties de crédits	409 438	409 438
Autres garanties reçus	232 000	
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçus		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	930 000 000				
Montant du capital social souscrit et non appelé	0				
Valeur nominale des titres	100				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Exercice actuel	Part du capital détenu %	Pourcentage des droits de vote détenu
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	9 299 994	100%	100%
MR KHALID SAFIR	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR KHALID EL HATTAB	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME MERIAM MECHAHOURI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		9 300 000	9 300 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2021	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2022
Reserves et primes liées au capital	164 822			169 318
Réserve légale	62 822		4 497	67 318
Autres réserves	102 000			102 000
Capital	930 000			930 000
Capital appelé	930 000			930 000
Report à nouveau (+/-)	187	(187)	66	66
Résultat net de l'exercice (+/-)	89 936	(89 936)		31 268
TOTAL	1 184 945	(90 123)	4 563	1 130 452

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	31/12/2022	31/12/2021
Engagements donnés	2 592 173	2 924 742
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 592 173	2 924 742
Engagements reçus	1 000 000	588 567
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 000 000	588 567

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Opérations de change à terme			118 865	95 922
Devises à recevoir			1 264 804	1 276 694
Dirhams à livrer			(607 911)	(475 701)
Devises à livrer			(2 382 023)	(1 514 434)
Dirhams à recevoir			1 844 015	809 363
Engagements sur produits dérivés			111 590	395 939
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			111 590	395 939
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	405 000		
Hypothèques	546 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	16 899 946		
Total	17 851 716		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 002 745		
Autres titres	875 410		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	4 878 155		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D< 1 mois	1 mois<D< 3 mois	3 mois<D< 1 an	1 an <D< 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	96 596			285 000	333 333	714 929
Créances sur la clientèle	336 352	110 000	24	192 916	1 132 333	1 771 625
Titres de créance	363 217	921 553	1 277 572	4 211 428	3 033 838	9 807 608
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istimar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	796 165	1 031 553	1 277 596	4 689 344	4 499 504	12 294 162
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 221 325		124 000			5 345 325
Dettes envers la clientèle	3 192 746	88 000	131 755			3 412 501
Titres de créance émis		1 190 000	920 000		600 000	2 710 000
Emprunts subordonnés					600 000	600 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istimar reçus						
TOTAL	8 414 071	1 278 000	1 175 755		1 200 000	12 067 826

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE*

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
24	5 104 127

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dont l'encours dépasse 10% des FPP

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	31/12/2022
ACTIF	1 087 771
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	84 351
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et investissement	1 003 419
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	31/12/2022
Engagements donnés	2 392 471
Engagements reçus	1 275 252

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021	EXERCICE 2020
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	1 099 384	1 095 009	1 090 428
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	264 635	288 904	343 840
2- Résultat Avant impôts	35 950	118 033	136 146
3- Impôts sur les résultats	4 683	28 097	44 346
4- Bénéfices distribués	85 560	87 420	219 960
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	4 497	4 590	8 231
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	3	10	10
Bénéfice distribué par action	9	9	24
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	73 345	70 479	67 638

MARGE D'INTERET

	31/12/2022	31/12/2021
INTERETS PERCUS	136 638	117 972
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	12 609	15 336
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	57 364	40 547
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 666	62 069
INTERETS SERVIS	207 286	131 929
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	59 881	29 251
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	58 623	41 815
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	88 783	60 863

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	31/12/2022	31/12/2021
Titres de placement	909	
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	49 760	40 182
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	50 669	40 182

COMMISSIONS

	31/12/2022	31/12/2021
COMMISSIONS PERCUES	162 598	157 511
Commissions sur Fonctionnement de compte	176	448
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	90 637	85 351
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	38 617	9 632
Autres commissions sur prestations de services	33 167	62 080
COMMISSIONS SERVIS	8 128	7 364
Charges sur moyens de paiement	1 208	1 158
Commissions sur achats et ventes	271	237
Commissions sur droits de garde	5 847	5 315
Autres charges sur prestations	802	654

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS	577 755	324 512
Gains sur les titres de transaction	311 736	242 408
Plus value de cession sur titres de placement	12 225	33 917
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	38 917	4 455
Gains sur les produits dérivés	71 987	2 702
Gains sur les opérations de change	142 890	41 031
CHARGES	445 391	209 917
Pertes sur les titres de transaction	275 452	179 225
Moins value de cession sur titres de placement	27 455	408
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	65 160	5 028
Pertes sur les produits dérivés	14 576	1 581
Pertes sur opérations de change	62 749	23 675
RESULTAT	132 364	114 595

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	31/12/2022	31/12/2021
Charges de personnel	104 357	102 090
Rémunérations du personnel	73 345	70 479
Charges sociales	12 383	11 137
Autres charges	18 629	20 474
Impôts et taxes	2 513	2 406
Charges externes	50 788	46 351
Autres charges générales d'exploitation	13 979	11 015
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	26 151	25 000
TOTAL	197 789	186 863

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2022	31/12/2021
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	122 017	105 168
Autres produits bancaires	578 436	324 512
Autres charges bancaires	456 419	219 344
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	(1 716)	4 455
Produits d'exploitation non bancaires	1 234	6 930
Charges d'exploitation non bancaires	2 950	2 475
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	45 458	1 072
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	16 922	16 409
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	(443)	(3 800)
Produits non courants		
Charges non courantes	443	3 800

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE			
POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	264 635	52 808	35 950
- Autres activités			
TOTAL	264 635	52 808	35 950
2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	264 635	52 808	35 950
- Autres zones			
TOTAL	264 635	52 808	35 950

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE		31 268
Bénéfice net		31 268
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	40 834	
1- Courantes	35 808	
- Charges sur exercices antérieurs	2 456	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	32 200	
- Charges non déductible	1 034	
- Excédent d'amortissements voitures	119	
2- Non courantes	5 125	
- Impôts sur les sociétés	4 683	
- Contribution à la solidarité	443	
III - DEDUCTIONS FISCALES		59 544
1- Courantes	59 544	
- Produits des titres de participations et placement	50 669	
- Reprise de provisions	8 877	
2- Non courantes		
TOTAL	72 202	59 544
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		12 456
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)
Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/2022
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	35 950
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (-)	35 808
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	59 546
Résultat courant théoriquement imposable (-)	12 213
Impôt théorique sur résultat courant (-)	4 683
Résultat courant après impôts (-)	31 268

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES



DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31/12/2022

NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opération comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	42 892 034	92 533 771	129 943 914	25 451 891
B- TVA à récupérer	2 010 090	18 333 580	15 378 575	4 965 096
Sur charges	1 514 895	15 879 809	14 037 495	3 357 209
Sur immobilisations	495 196	2 453 771	1 341 080	1 607 887
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	40 871 944	74 200 191	114 585 339	20 486 796

PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats
Décision de l'AGO du 30/03/2022		
Report à nouveau	187	RESERVES LEGALES
Résultats nets en instance d'affectation		RESERVES FACULTATIVES
Résultat net de l'exercice	89 936	Dividendes
Prélèvements sur les bénéfices		RAN
Autres prélèvements		
Reserves facultatives		
TOTAL A	90 123	TOTAL B
		90 123

EFFECTIFS

EFFECTIFS	31/12/2022	31/12/2021
Effectifs rémunérés	161	160
Effectifs unités	161	160
Effectifs équivalent plein temps	161	160
Effectifs administratifs et techniques [équivalent plein temps]		
Effectifs affectés à des tâches bancaires [équivalent plein temps]	161	160
Cadres [équivalent plein temps]	161	155
Employés [équivalent plein temps]	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

- Date de clôture (1) 31-déc.-2022
- Date d'établissement des états de synthèse (2) 22-mars-2023

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{RE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

NEANT

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	31/12/2022	31/12/2021
Titres dont l'établissement est dépositaire	521	109 322 238
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 440 958
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	64	57 933 645
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	454	48 947 636
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	31/12/2022	31/12/2021
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2022	31/12/2021
Comptes courants	444	422
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 975	1 981
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	11	14
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	8	10
TOTAL	2 440	2 427

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE



RESEAU INTERNATIONAL BREVETÉ
Boulevard de la Méditerranée - 2ème étage
La Médina - Casablanca

COOPERS AUDIT

82, Avenue Hassan II
Casablanca

CDG CAPITAL S.A

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISoire DES COMPTES SOCIAUX EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1 743 456 KMAD, dont un bénéfice net de 31 268 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL arrêtés au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les informations mentionnées dans les états A1 « principales méthodes d'évaluation appliquées » et A2 « état des dérogations » de l'état des Informations Complémentaires (ETIC) relatives à l'évaluation et la comptabilisation des certificats de dépôts structurés.

Casablanca, le 30 mars 2023

Les Commissaires aux Comptes



Sakina Bensouda-Korachi
Associée



Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapi.ma/fr/communication-financiere>

The logo for CDG CAPITAL, featuring the letters 'CDG' in a bold, stylized font followed by the word 'CAPITAL' in a similar bold, sans-serif font. The logo is white and set against a dark blue background.

CDG CAPITAL

Tour Mamounia,
Place Moulay El Hassan,
Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
E-mail : comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma